

Le Libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)

Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAURE

C. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.
ABONNEMENT : 1 mois, 140 fr. ; 1 an, 280 fr.

REMUE-MÉNAGE A L'ÉTABLE DU QUAI D'ORSAY

On procède à l'élection du
SALAUD n° 1
et c'est le peuple
qui servira de litière

Le scandale du sucre et de l'eau-de-vie

L'impossible désarmement

Les hommes assez âgés pour avoir eu le peu enviable privilège d'assister aux deux guerres mondiales, ne peuvent s'empêcher de faire maints rapprochements entre l'ONU et la S.D.N. défunte. Les mêmes sujets reviennent sur le tapis vert autour duquel les diplomates et les politiciens du monde entier se groupent pour y palabrer. Chose piquante, qui ne manque d'ailleurs pas d'inquiéter sérieusement, nombre de ces discours officiels sont ceux-là mêmes qui ont déjà étudié certains problèmes lors des spectaculaires réunions passées de la S.D.N. Après des paroles aigres-douces, destinées à masquer leur impuissance, ils se sont séparés sans avoir pu résoudre les problèmes pour lesquels les peuples les avaient mandatés.

La question du désarmement est de ces insolubles équations. De n'avoir pu — ET VOULU AUSSI — trouver une formule apte à matérialiser les conditions d'un désarmement général et simultané qui eût enfin rassuré les peuples en proie à une inquiétude légitime — la deuxième guerre mondiale a trouvé un climat psychologique tout préparé.

La même cause engendrant les mêmes effets, il est à craindre que, si le désarmement ne sort pas des conférences actuelles de l'ONU, la suspicion, la méfiance généralisées ne hâtent la venue de cet effroyable remède collectif que sera la troisième guerre mondiale. Nous devons insister sur ce fait : s'il n'est pas possible de trouver un terrain d'entente entre les divers militarismes internationaux, le précaire état de paix actuel est menacé de disparition rapide et inévitable.

OR, LE DESARMEMENT GENERAL EST COMPLETEMENT IMPOSSIBLE A REALISER EN CE MOMENT, ce qui signifie donc la guerre, non seulement possible mais hélas probable.

La solution satisfaisante d'une démilitarisation mondiale dépasse une simple démobilisation massive des armées actuellement confondues en effectifs humains, voire LA DESTRUCTION SANS EXCEPTION DES ENGINES MODERNES DE

GUERRE, dont le tank, l'avion, le porte-avions, le sous-marin sont les plus redoutables. La lutte, toute diplomatique et sans issue féconde, qui oppose les délégués anglais et russes, sur le contrôle du futur, problématique et utopique désarmement, ne peut qu'être fort spectaculairement académique et pas autre chose — du moins si l'on n'en envisage pas les répercussions générales, effrayantes et démoralescentes.

M. Molotov peut fort bien désirer — du moins il l'affirme — « mettre fin à la course des armements qui A DÉJÀ COMMENCÉ ». Sir H. Shawcross surenchérit en déclarant la possibilité que possède une aviation civile puissante de se transformer instantanément en aviation militaire et souligne la fausse sécurité qui résulterait de la destruction éventuelle de tous les stocks de BOMBES-FUSILS. La solution proposée à la création d'un apaisement général et d'une détente mondiale n'en réside pas moins dans des actes beaucoup plus profonds et révolutionnaires — ce dernier terme pris dans son sens complet de bouleversements inédits et créateurs.

C'est que le désarmement sans un contrôle sévère, non seulement de la production d'armement, non seulement encore de la production tout entière — puisqu'elle peut se transformer dans un délai plus ou moins rapide en production de guerre — mais encore de la CAPACITÉ DE PRODUCTION, ce désarmement s'avère entièrement inefficace. Cela tout homme sensé, même profane, par ses occupations professionnelles et quotidiennes aussi bien que par son éducation et le milieu dans lequel il vit, cela chacun le sent ou le sait. Mais ce qu'il est moins communément connu, c'est qu'en période de crise économique — qui sont toutes des crises, non pas de surproduction mais bien de mévente — c'est-à-dire de sous-consommation — la ressource, l'unique, officielle se trouve précisément

LIB.
(SUITE PAGE 2).

VOILA LA VERITE

La semaine qui vient de passer aura permis aux journalistes parlementaires de gagner facilement leur argent. L'ignoble comédie n'aura allié tant de bas appétits à tant de turpitudes.

Nous ne nous arrêtons donc pas sur le petit jeu des communistes qui consiste à revendiquer la direction du gouvernement pour Thorez, sans espérer réussir un instant, mais à seule fin de crier ensuite au martyre et d'embêter les socialistes. Nous laisserons ces derniers à leur perplexité et à leurs bafouillis et nous laisserons le M.R.P. loucher, non sans raison, vers la présidence.

Car nous avons à lancer le cri d'alarme que nous n'a pas lâché, nous avons à en appeler à la conscience du peuple devant les tentatives d'asservissement qui se multiplient étrangement depuis peu.

Rappelons que, dans les usines nationalisées, les représentants de la C.G.T. conduisent souvent en garde-chiourme au service du patronat ; mais nous insisterons sur le Statut des Fonctionnaires et sur le plan Monnet.

Sous des dehors progressistes, le Statut des Fonctionnaires lie les travailleurs des Services Publics à l'Etat-Patron et favorise l'arbitraire gouvernemental. Nous nous proposons d'ailleurs d'étudier en détail, dans notre Libertaire, le monstre du « triste Prujà », négre de M. Thorez en l'occurrence. Ajoutons simplement que ce monument d'hypocrisie et de réaction camouflée a perdu une partie de son caractère fascisant après avoir été raflé en Conseil d'Etat. Ainsi, le Conseil d'Etat, bastion de la bourgeoisie conservatrice, s'est montré moins totalitaire, moins réactionnaire que le cisteur stalinien ! Le P.C.F. sait préparer son règne...

Avec le plan Monnet, nous avons à connaître d'une merveille dans l'art de camoufler l'asservissement d'un peuple à ses exploités.

La synarchie dont on a tant parlé sous Vichy reparait et cette fois, avec l'appui de la gauche !

de bras, et emploi dans l'industrie de ceux qui, faillite ou misère, quitteront la terre. Nouveau prolétariat sans traditions, facile à mener, masse de manœuvre — ajoutée à celle des prisonniers de guerre et des travailleurs étrangers exploités à bas prix — conduit tout le monde à l'espérance d'un monde meilleur. Nous sommes ainsi bien éloignés des solutions coopératives de la question agricole !

Et n'oublions pas que l'on demande aux ouvriers, pour participer à la renaissance industrielle, de renoncer aux avantages acquis, aux 40 heures par exemple, pour de nombreuses années.

« Renaissance » économique donc, sur le dos des travailleurs des villes et des campagnes, pour le plus grand bien des magnats de l'industrie et des gros agriculteurs !

(SUITE PAGE 4.)

M. CACHIN, doyen d'âge

M. Cachin, qui doit à son âge avancé le très révolutionnaire honneur de s'être assis dans le provisoire fauteuil de la présidence de l'Assemblée nationale, a littéralement truffé son discours d'anacronismes pompeux sur « l'honneur et la liberté de la France », la tradition « d'honneur et de travail de notre pays ». Il a parlé des peuples « qui aspirent à l'exemple de NOTRE REVOLUTION DEMOCRATIQUE », qu'il défend d'ailleurs catégoriquement en informant les ouvriers et paysans que c'est « ... de leurs SACRIFICES que dépend l'existence de la PATRIE ».

Mentionnons le couplet des réalisations parlementaires attendues par le peuple qui en veut « ... la traduction en TERMES LEGISLATIFS », l'action « pour garantir les libertés républicaines », l'aveu de l'impuissance de l'Etat devant « les manœuvres des hommes d'argent », sans s'apercevoir qu'il nie ainsi toute efficacité et toute valeur aux activités de son parti et nous aurons en le parti communiste français le digne

La récente augmentation des attributions de sucre est permise grâce à une récolte des betteraves à sucre supérieure à celle de l'année passée. Cela chacun le sait. Ce que l'on sait moins, c'est que la part du sucre doit être arbitrairement par le gouvernement de caisses qui dirige les destinées de notre malheureux pays, pourrait être supérieure encore. Il existe un excédent important de betteraves sucrières en dépit même de l'augmentation de la ration de sucre. Mais nos ministres, tous solidaires pour ce mauvais coup, que ce soit le bouillant Farge, du Ravitaillement, de Menthon « la vie chère », de l'Economie Nationale, ou Marcel Paul le dynamique électricien, tous ont apposé leur signature au décret ordonnant la transformation de ce végétal en eau-de-vie et en alcool !

M. R. Schuman, notre grand argentier est ravi de l'initiative de ses complices. Le sucre, par suite des maigres impôts qui le frappent n'est pas pour lui une denrée intéressante. En ce qui concerne le point de vue du consommateur, diable, il existe assez de moyens pour se défendre et le marché noir, après tout n'est pas fait pour les chiens. Que chacun, pensent nos ministres bien pourvus, fasse comme nous : le monde appartient aux malins, aux débrouillards.

Par contre l'eau-de-vie, l'alcool, voilà qui fait renter dans les caisses éternellement vides de l'Etat, un véritable pactole de deniers. M. Schuman s'en frotte les mains et a chaleureusement félicité les collègues de leur idée géniale.

Nous savons bien, parbleu, que des grincements nous encore trouver à redire sur l'opportunité et la moralité de ce véritable escroquerie. Nous le savons bien car nous sommes de ceux qui quindigne ce scandaleux procédé.

Comment, la Faculté déclare si nutritif ce sucre qu'elle le recommande en particulier aux sportifs, aux travailleurs accomplissant des

efforts violents et rapides et notre gouvernement fait fi de la santé publique en le destinant à d'autres usages ! L'on croit rêver ! Après tant d'années de privation, de sous-alimentation, alors qu'un moyen s'offre enfin à nous de récupérer en partie nos forces épuisées, pour les adultes, de rattraper ou du moins de tenter de rattrapper l'effort de croissance artificiellement freiné pour les jeunes générations, une criminelle bande d'aisés publics, investie de l'autorité suprême, décide de n'y pas avoir recours !

Chose plus grave encore. Cet alcool, cette eau-de-vie qui vont gonfler les ressources de l'Etat, vont aussi contribuer à peupler les asiles d'aliénés, les prisons et les hôpitaux. En vérité, nos dirigeants ont une étrange façon de concevoir la santé publique. Mais que peut-on penser vraiment de l'incurie de M. Arthaud, ministre de la Santé Publique ? Si nous étions de ces naïfs qui font confiance en une prétendue compétence et en une impossible sincérité de nos politiciens, nous serions très surpris du silence de cette Excellence.

Mais il y a belle lurette que nous sommes définitivement fixés sur les qualités de ces gens-là, escarpes honores de la crédulité publique. Ne serait-ce pas le rôle de M. Arthaud si sa sincérité était réelle, de publier, de proclamer, de crier, de hurler enfin, avec tous les formidables moyens d'information et de propagation dont dispose un Ministre, le danger que court la santé de tous, déjà si ébranlée par la sous-consommation et que la vague d'alcool officiel va submerger désastreusement.

Nous poussons un cri d'alarme ? Serons-nous entendus ? Serait-il possible qu'une misérable poignée d'individus sans scrupules, dont la responsabilité dans l'écroulement du Ravitaillement ne fait de doute pour personne, puisse impunément empoisonner définitivement le peuple, ruiner sans recours possible le

peu de santé qu'il lui reste ? Que les manigances des officiels affaiblis fassent des jeunes générations, des humains rachitiques, alcooliques, abrutis et inconscients ?

Nos ministres cherchent-ils un affaiblissement des forces physiques et morales des malheureux opprimés que nous sommes en vue d'en ne sait trop quels desseins ténébreux dignes des Machiavels du Moyen-Age et de leur dérangement cérébral ?

Rue un temps où les pavés des rues se soulevaient tout seuls pour moins que cela. La virilité du Peuple s'émousserait-elle donc devant l'impudence des ministres et les pavés hésiteraient-ils à se sauter au contact de leurs gueules sinistres ?

Marcel LEPOIL.

Les incohérences du Ravitaillement

S'il est un point particulier où l'accord est quasi-unanime, c'est bien sur la bobologie, le chaos du Ravitaillement. La Presse pourrie, pour des fins électorales d'une part et d'autre part dans un esprit mercantile de surenchère, a fait état de multiples scandales. Ces révélations savamment dosées, ont atteint le but que s'étaient fixés leurs occultes divulgateurs : créer un courant momentané d'indignation populaire afin de canaliser les énergies vers la boutique électorale particulière au rabattre. L'affaire électorale terminée, les scandales provoqués ont perdu de leur importance.

Il n'empêche cependant qu'ils continuent d'exister et nous soumettons à nos lecteurs une brassée de faits puisés aux sources officielles.

Le cacao : nous en achetons aux Pays-Bas et n'avons rien de plus pressé que d'en vendre à l'Italie !

Le café, si rare en France, est vendu par les services du Ravitaillement de M. Farge, à l'Italie, les Pays-Bas et la Turquie.

La viande, achetée au Danemark sous forme de chevaux, bétail, est en Islande où les achats concernant des moutons saillies, sont revendus à la Hongrie dont les demandes se concentrent sur les moutons, brebis et chevaux. Le vin dont la France fut si longtemps pourvue, est devenu invisible à tel point que les bureaux compétents viennent de passer un marché avec l'Italie pour un volume assez important. Ce qui ne nous empêchera nullement de continuer à boire de l'eau car des quantités incroyables franchissent les frontières pour désaltérer les gosses des capitalistes de Finlande, Norvège, Suède, Suisse, de l'Union Belgo-Luxembourgeoise, Tchecoslovaquie, Yougoslavie et de la Turquie. Est-il possible de parler de pénurie devant de telles ventes ?

Nous entendons bien que de malheureux intoxiqués par la politique et de cyniques profiteurs de la crédulité populaire nous rétorqueront en faisant état de nos impérieux besoins — que nous ne nions pas, si s'en faut — en machines-outils, qui, de provenance de l'étranger, exigent un paiement en devises ou en or. Les ventes des produits qui nous manquent servent exclusivement, nous affirment docilement ceux qui croient encore au Père Noël, à l'achat de ces machines-outils.

Qu'ils nous expliquent alors, sans détour et avec des arguments valables, pourquoi l'on vend ces machines à l'Autriche, aux Pays-Bas, à la Roumanie, des machines agricoles au Danemark et à l'Italie, des machines textiles également au Danemark ainsi qu'à la Pologne sans oublier, pour ce dernier pays, les machines pour les industries électriques.

Puisque nous sommes sur ce sujet serait-il possible de donner aux travailleurs les raisons pour lesquelles, ils ne peuvent avoir de pneumatiques et de bicyclettes pour se rendre au travail, alors qu'ils prennent la route de la Tchecoslovaquie pour le caoutchouc naturel et les pneumatiques, de la Turquie et des Pays-Bas pour les bicyclettes ? Et si vous vous plaignez, à l'entrée de l'hiver, de la modestie de votre garde-robe, songez avec chaleur et allégresse aux « débouchés » que les capitalistes français ont réussi à obtenir en Autriche pour les tissus ; en Norvège, Suède, Suisse, Tchecoslovaquie.

C'est ainsi que l'actionnaire, l'industriel, le commerçant, l'artisan, le paysan entendent des mots économiques et sociaux qui les briment et les exploitent en tant que consommateurs et citoyens. Cette démocratie aboutit donc, en fait, à de criantes inégalités économiques plus tyranniques encore que les injustices politiques.

Que M. Cachin veuille changer les maîtres actuels du pouvoir économique par un bureaucrate impersonnel et irresponsable et connu sous le vocable de capitalisme d'Etat — à l'exemple de ce qui se passe en U. R. S. S. — ne change absolument rien au sort du peuple.

(SUITE PAGE 4.)

Inquiétudes EN ORIENT

Nos camarades qui suivent attentivement cette rubrique savent que, depuis deux ans, je n'ai cessé d'attirer l'attention de nos lecteurs sur cette question d'Orient qui devient de plus en plus épineuse.

Dès 1829, le traité d'Andrinople, en donnant l'autonomie aux provinces sous tutelle turque de Serbie, Grèce, Valachie, Moldavie, dressait déjà l'échiquier autour duquel toutes les convoitises allaient se faire jour. Jusqu'en 1881, l'émancipation des principautés danubiennes, due en grande partie aux interventions russes, avait pour contrepartie le renouveau de l'Empire ottoman, gardien des détroits, vers l'Asie Mineure. A la fin du conflit actuel,

j'ai signalé dans « Le Libertaire » que la constitution d'une Fédération balkanique, fortement influencée de russophilie (tsariste et maintenant soviétique), constituerait dans l'avenir une porte ouverte sur l'Adriatique par l'Albanie et si la Grèce s'intégrait à la Fédération, une porte ouverte sur la mer Egée. Or, ces deux extrémités, protégées par tout le système d'amitié que les Soviets ont dans cette partie de l'Europe, rendent la question des détroits du Bosphore moins insoluble.

L'internationalisation des détroits, y compris Gibraltar (il en avait été question au moment de la Conférence de Téhéran) serait sans doute le point final aux marchandages actuels, mais il est assez douteux qu'à Londres on y souscrive de plein gré. Les Soviets sont arrivés à leur but du côté de l'Adriatique, l'Albanie et la Yougoslavie leur étant acquies.

Pour le versant grec, la question se complique : les très violents incidents de Grèce revêtent dès maintenant une importance politique. Un fort courant réclame l'autonomie de la Macédoine, le nouvel Etat macédonien, sans doute une république, adhérerait également à la Fédération des Etats balkaniques. La Macédoine, c'est le golfe de Salonique, l'ouverture sur la mer Egée, les bases des Cyclades, le contrôle presque qu'a portée de la main du Dodécanèse et de l'île de Crète, en définitive, c'est l'entrée dans la Méditerranée à l'est ; c'est aussi la surveillance du Bosphore, porte qui resterait sans doute verrouillée, mais désormais d'une utilité beaucoup moins grande pour les intérêts anglo-saxons, déjà fort mal en point par l'attitude du cabinet de Londres (Travillat) à l'égard du peuple grec en révolte.

Si l'on met en parallèle cette situation politique avec la demande de renforts que Tsaldaris sollicite à Londres, avec la présence en croisière de très grosses unités navales américaines, il y a tout lieu de considérer la situation dans cette partie de l'Europe comme très grave, au point de vue diplomatique que dans l'avenir.

MONDIUS.

A. NONUMA.

l'agonie des vieux

De toutes les catégories sociales actuelles, aucune à coup sûr, n'est plus malheureuse que celle des Vieux Travailleurs. Au cours des dernières campagnes électorales, le Gouvernement provisoire, vient de faire une nouvelle découverte de non moins malheureux, celle qu'il appelle si élégamment les « économiquement faibles ». C'est grâce à une rivalité politique que ceux-ci ont droit à une allocation d'attente de 700 fr. par mois, jusqu'en avril 1947, date à laquelle ils seront assimilés aux Vieux Travailleurs et toucheront comme eux une allocation de 1.500 fr. mensuels. Ces chiffres résultant des lois des 22 mai et 13 septembre 1946 n'ont apporté et n'apporteront aucune amélioration appréciable aux uns comme aux autres, sans compter les innombrables et ridicules modalités d'application dans des contradictions les plus flagrantes.

Imagine-t-on ce que représente cette dérisoire allocation Vieillesse en présence du coût infernal de la vie, et les milliers de cadavres qu'elle traîne après elle. Les regards succèdent et vultus apportés à la réalisation de la retraite par le capitalisme insatiable, en allongent indéfiniment la lugubre liste. Et cette triste et navrante conclusion s'impose d'elle-même à tous les Vieux : avoir travaillé toute une existence pour des salaires de famine, avoir contribué à l'édification de fortunes scandaleuses, avoir rempli toutes les obligations

sociales de l'homme et du citoyen, pour finir prématurément dans le dénuement le plus complet et la plus misère. Et cela dans une société où plus rien ne manque, tout au moins dans l'horrible, et au sein de laquelle les anciens et nouveaux riches du marché noir, étaient aux yeux de tous, un faste et un luxe inouïs. Pauvre vieillesse, de quel côté tourner tes ultimes espérances, la presse, à la solde du capital, qui souvent parle volontiers de vous, mais uniquement pour vendre du papier et entretenir votre résignation, dans l'hypocrite invocation ? Vers la C.G.T. ? Se souvient-elle seulement que c'est avec vos deniers qu'elle fut fondée ? Car, enfin, si elle l'avait voulu, avec l'annonce d'une grève générale de 24 heures, à laquelle auraient consenti tous les syndiqués du pays, le gouvernement vous aurait accordé la retraite définitive à 75 % du salaire moyen départemental, ou le même pourcentage du plafond des ressources du vieux travailleur, qui en est à peu près l'équivalent.

Mais cet ultime espoir vous est interdit désormais, puisque de déviation en déviation, la C.G.T. devient un organisme d'Etat et, par conséquent, collaborateur et soutien de l'autorité et du capital. Que dire de cette débauche de philanthropie et d'entraide à la Vieillesse, et qui, subventionnée par l'Etat, n'a qu'un seul but, empêcher le vote d'une retraite définitive, en créant dans les gros vultures cette psychologie particulière tendant à laisser croire que tout est fait en faveur des Vieux. Ne vous laissez pas prendre à ces pièges sentimentaux qui entretiennent la misère, au lieu de la supprimer. Justice ! Mais ni aumône ni charité ! Alors que votre situation s'aggrave de jour en jour et devient de plus en plus désespérée, apprenez que seuls, les anarchistes vous soutiennent dans vos luttes, que seuls ils s'intéressent à votre lamentable sort, et qu'ils le connaissent. Sachez aussi que les colonnes de leur journal vous sont ouvertes, et que dans leur conception de société future, dont la base sera la Commune Libre, la place qui vous revient de droit est au premier plan de leurs préoccupations.

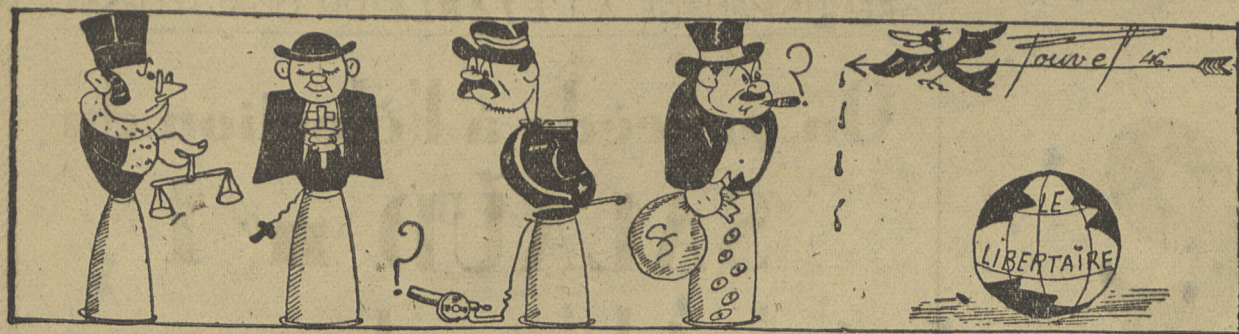
L. BARBOUR.

FEDERATION ANARCHISTE
2^e Région — Groupe Paris-Ouest

LES SCANDALES ÉCONOMIQUES
CONSÉQUENCES DU CAPITALISME
GRANDE RÉUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE
MERCREDI 11 DECEMBRE 1946

FONTAINE, JUHEL, M. LEPOIL

Salles Triaigues
7, rue de Triaigues, Paris-XVIII^e
Métro Jules-Joffroy



Ingratitude des asservis

Si les gouvernements français avaient été logiques sous la III^e République, dans les rares écoles qui ont été ouvertes en Indochine, l'enseignement aurait principalement consisté dans l'explication de ce fort axiome : « Qui aime bien châtie bien ».

Ainsi, les coolies eussent compris quel amour leur portaient les colons, les planteurs, les légionnaires établis là-bas. Nul doute que pénétrés de l'admiration la plus vive pour une civilisation qui distribuait bien plus facilement les coups de chicotte que les boîtes de riz, ils eussent déguâté la démocratie en fins gourmets et se seraient dit : « Tiens, tiens, sous le consulat du social Varenne, on m'aime autant que sous celui du général machin ! »

Hélas, on a voulu assimiler trop vite les petits tonkinois aux petits enfants de France. Aussi, lorsqu'on leur fit annoncer « La France, notre mère à tous », les fils des coolies dodelinèrent de la tête.

Lorsqu'on leur apprit à compter et que seuls les blancs entassaient les piastres, ils ne surent calculer que la somme des châtiements. Ils n'ont rien compris, exemple : La IV^e République ne pouvait faire autrement leur octroie généreusement l'indépendance ; eh bien, ils confondent avec la liberté et entendent la prétention de faire partir les troupes françaises. Quand on leur explique que la mission civilisatrice de la France, c'est le droit pour l'empire d'Argentine de disposer d'eux-mêmes, ils répliquent par des coups de fusil. Et dans leurs rangs circulent d'étranges mots d'ordre, on peut entendre fréquemment : « Libérons notre territoire de l'occupation étrangère », et croire qu'on se trouve en présence de « terroristes », des maquis. Et après ? penseront les cyniques, sont-ils plus heureux gouvernés par Hiro Chi Min que par Marius Montet ?

Il n'aurait sûrement pas grand chose de plus ! Ceci prouve simplement que la façon de ne rien donner

ne vaut que par celui qui sait ne rien donner.

Heureusement, nous n'en sommes pas encore là. Déjà, le capucin d'Argentine doit prier son dieu des victoires, déjà des renforts sont partis. On va leur prouver à ces Vietnamiens qui n'ont rien compris que la République de l'Empire français est toujours décidée à poursuivre sa haute mission éducative. Et par la même occasion, montrons au monde que France-la-Douce est en pleine résurrection, qu'elle a encore des bataillons, qu'on a retourné ses manches et fait des canons. Qu'on ne manque pas de four-nisseurs prêts à toucher cent sous du machabée, ni d'imbéciles pour applaudir.

A propos, si vous posez la question du mandarin à des colonialistes convaincus, vous posez la question classique : « Tu appuies sur un bouton, ça tue un mandarin là-bas, quelque part en Chine et ça fait ta fortune. Appuierais-tu sur le bouton ? » Soyez persuadés que la plupart, en toute innocence, vous répondraient non ! ! !

L'ART DE PROFITER DES MALADES

Le 26 novembre 1946, on a procédé à la prise de vue de quatre sœurs postulant à l'hospice civil de Grange-Blanche à Lyon.

A cette occasion, la confrérie avait organisé un grand repas auquel chaque sœur pouvait inviter des membres de sa famille. Quatre-vingt-cinq convives se trouvèrent ainsi réunis dans un cardinal et même, dit-on, un haut fonctionnaire des Hospices civils.

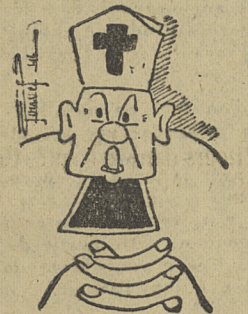
Le menu fut tout simplement pentagoneux : les pommes frites, nageant dans la sauce, y poissaient, avec les rôtis les plus tendres et les tartes succulentes, le tout copieusement arrosé d'excellents vins.

Et l'on recommença au cours du dîner, le soir de la même journée.

Cependant, dans certains services, les malades se plaignent de pommes bouillies et des nouilles à l'eau qui leur sont servies à chaque repas.

Comme le disait le chimiste : Rien ne se perd, tout se transforme.

Il est à croire que l'Administration religieuse connaît fort bien l'art de transformer à son profit les attributions des malades.



GUERRE ET ACCIDENT

On s'est justement plu à souligner la solidarité qui s'est manifestée à propos de l'accident du Dakota ; nous nous joignons très volontiers à cet éloge.

Mais nous ne pouvons nous empêcher de noter le contraste tragique existant entre le sort de ces deux passagers, qui a passionné l'opinion publique, et celui des millions d'êtres dont une guerre étrangère ou civile, met la vie en péril. A l'heure actuelle, les sangs coulent en Grèce, en Palestine, en Egypte, dans l'Inde, en Indochine, en Chine, etc., et l'opinion publique ne s'en soucie, et ne peut s'en soucier, quelles morts violentes sont plus abominables que celles qui résultent du fait volontaire des hommes ?

Dans la maison du pendu on ne parle pas de corde

Il y a en Italie depuis 1944 un « Parti Communiste Internationaliste » sous la direction spirituelle de Bordiga, ancien leader d'extrême gauche, de l'opposition de gauche » de la 3^e Internationale Communiste. Ce parti « bordiguiste » se trouve essentiellement sur les positions du P. C. de 1921 : il tend vers la création d'une nouvelle Internationale Communiste et l'instauration de la fameuse « dictature du prolétariat » (dictature du parti).

Ces bases politiques déterminent son action. Ce parti dispose en France et en Belgique de deux groupes importants qui espèrent se faire un nom dans la lutte contre l'anarchisme. Ainsi nous avons dû refuser, dans notre numéro du 27 octobre, quelques attaques maladroites des « Gauches Communistes » françaises contre les anarchistes. (Quand les G. C. s'abaissent aux élections).

Cela n'est pas resté sans effets. Dans un article et deux lettres adressées au « Lib » ce groupe tout en usant des insultes habituelles dans ce milieu, confirme l'essentiel de notre article : la participation aux élections et la participation à la Coalition antifasciste pendant la guerre. En groupes temps à l'essai de nous dicter une « rectification », signée — sans nous avoir demandé notre avis — la rédaction du « Libertaire ». Ces méthodes autoritaires correspondent à une politique autoritaire.

Leur « abstentionnisme » Cette rectification affirme qu'en France la G. C. considère que même la tactique du « parlementarisme révolutionnaire » est périmée. Très bien. Elle se trouve donc en opposition avec son organisation et son programme. Pourqu'on cette divergence flagrante entre les G. C. de Milan et de Paris ? Peut-être pour des raisons de climat ?

Quant à nous, ce n'est pas pour nous une « tactique » mais un principe révolutionnaire.

La G. C. pense aussi que la participation du P. C. I. italien aux élections était beaucoup moins opportuniste que celle du P. C. I. français. C'est possible. Décidément, nous n'avons rien à leur proposer.

Si votre abonnement est terminé, pensez à le renouveler.

LE PLAN MONNET

Il est de bon ton de s'extasier sur le plan Monnet aujourd'hui comme il convenait de répéter avec conviction il y a quelque temps : « Retrouvons nos machines ».

Il nous permettons de ne pas nous associer à ce battage qui a pour objet de faire accepter des sacrifices très durs.

Nous observons que le plan Monnet n'est pas encore entré dans l'ère des réalisations.

Il réclame, dès à présent, de la classe ouvrière de faire 48 heures par semaine. Autrement dit, il entre dans les conceptions de M. Monnet de demander à la classe ouvrière de payer les conséquences d'une guerre dont elle n'a pas voulu et qu'elle a subie.

Belle logique !

Un médecin a provoqué « un éclatement » de l'intestin, en lui appliquant un nouveau traitement électrique, la mort d'un de ses clients. Il faut avouer que de tels « accidents » ne sont guère faits pour rassurer les malades.

Nous ignorons l'issue juridique de l'affaire parce que les magistrats somnoient.

MORT PAR ECLATEMENT

La première Chambre du tribunal civil a à juger une affaire macabre qui eût excité la verve de Molière et qui est digne d'alimenter le répertoire de nos chansonniers.

Un médecin a provoqué « un éclatement » de l'intestin, en lui appliquant un nouveau traitement électrique, la mort d'un de ses clients. Il faut avouer que de tels « accidents » ne sont guère faits pour rassurer les malades.

Nous ignorons l'issue juridique de l'affaire parce que les magistrats somnoient.

MORT PAR ECLATEMENT

La première Chambre du tribunal civil a à juger une affaire macabre qui eût excité la verve de Molière et qui est digne d'alimenter le répertoire de nos chansonniers.

Un médecin a provoqué « un éclatement » de l'intestin, en lui appliquant un nouveau traitement électrique, la mort d'un de ses clients. Il faut avouer que de tels « accidents » ne sont guère faits pour rassurer les malades.

Nous ignorons l'issue juridique de l'affaire parce que les magistrats somnoient.

MORT PAR ECLATEMENT

La première Chambre du tribunal civil a à juger une affaire macabre qui eût excité la verve de Molière et qui est digne d'alimenter le répertoire de nos chansonniers.

Un médecin a provoqué « un éclatement » de l'intestin, en lui appliquant un nouveau traitement électrique, la mort d'un de ses clients. Il faut avouer que de tels « accidents » ne sont guère faits pour rassurer les malades.

Nous ignorons l'issue juridique de l'affaire parce que les magistrats somnoient.

MORT PAR ECLATEMENT

La première Chambre du tribunal civil a à juger une affaire macabre qui eût excité la verve de Molière et qui est digne d'alimenter le répertoire de nos chansonniers.

Un médecin a provoqué « un éclatement » de l'intestin, en lui appliquant un nouveau traitement électrique, la mort d'un de ses clients. Il faut avouer que de tels « accidents » ne sont guère faits pour rassurer les malades.

Nous ignorons l'issue juridique de l'affaire parce que les magistrats somnoient.

MIRACLES DU RAVITAILLEMENT

Le système du profit et des taxations aboutit à d'étranges résultats.

Les enfants des pauvres sont privés de lait, mais un d'entre eux, il n'est certain pas le seul de son espèce, nourrissait son bébé avec de la poudre de lait.

On manque de froment pour nourrir les humains et on nous annonce que l'on en a trouvé dans l'intestin de porcs que l'on dépose sur le marché.

Nous pensons que ces agissements sont criminels ; il en est qui ne craignent pas de frustrer leurs frères des aliments qui leur sont indispensables pour « faire vite » de la viande de boucherie vendue à des prix astronomiques sur le marché noir.

Par suite de l'abondance des matières, nous nous voyons obligés de reporter à la semaine prochaine la suite de l'étude sur « Le problème de l'éducation et de l'école ». Nous nous en excusons vivement.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

L'EDUCATION NOUVELLE

Pendant longtemps, les maîtres qui laissent quelque liberté à leurs élèves étaient considérés comme des fous dangereux par l'administration. Aujourd'hui, la mode est changée, et nous voyons des directeurs d'école qui autocrates eussent empêché leurs adjoints d'organiser des classes-promenades prétendant leur imposer l'utilisation des méthodes nouvelles.

Celui-ci transforme un « conseil des maîtres » en un monologue d'une heure et demie terminé, par ce mot : « A partir de demain vous créez une coopérative scolaire ». N'obtenant pas de succès, il envoie au bout de quinze jours la note suivante : « Vous m'enverrez pour 4 heures et demie un billet ainsi conçu : « Une coopérative scolaire va fonctionner dans ma classe cette année » ou une coopérative scolaire ne fonctionnera pas » et vous signerez ».

Cette directrice exige l'organisation du travail en équipes, mais réclame 9 compositions par mois, impose des listes de citations aux maîtres et couvre d'éncre rouge les cahiers de préparation comme s'il s'agissait de mémoires de bacheliers.

Pauvres gens pour qui l'usage des méthodes nouvelles ne représente que la dernière « marotte d'inspecteur » qui adoptent par servilité, alors qu'il s'agit d'une révolution complète dans le système d'éducation.

Les méthodes nouvelles constituent en effet la transposition des doctrines anarchistes dans le monde scolaire : au lieu d'obéir passivement aux ordres du maître, les élèves sont appelés à faire preuve d'initiative, et leur part de liberté accroît peu à peu afin de permettre leur épanouissement à l'âge d'homme. Les maîtres doivent donc faire confiance aux enfants, mais comment un directeur peut-il recommander cette confiance quand il n'en accorde aucune aux instituteurs placés sous ses ordres ?

L'éducation nouvelle, incompatible avec tout esprit autoritaire, sera l'œuvre de tous les instituteurs, et non de quelques directeurs ou inspecteurs. Ceux-ci doivent s'imprégner des principes dont ils se réclament, renoncer à demeurer des chefs pour devenir des conseillers ou des guides.

Que feront les instituteurs contre les supérieurs qui prétendent exercer sur eux une véritable dictature ? Ils s'uniront pour résister à ces tyranniques. Une certaine forme de résistance passive leur sera possible d'abord jusqu'à un moment, qui se produira fatalement, où le directeur exaspéré outrepassera ses droits.

La volonté de tous ruiner alors une autorité, basée comme toutes les autorités, sur le bluff, forte surtout, comme toutes les autorités, par la faiblesse et la division de la masse.

UN EDUCATEUR.

Par suite de l'abondance des matières, nous nous voyons obligés de reporter à la semaine prochaine la suite de l'étude sur « Le problème de l'éducation et de l'école ». Nous nous en excusons vivement.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

Le devoir de chaque militant est de s'abonner.

UN EDUCATEUR.

La presse "libérée" a un crime sur la conscience

On nous avait assez dit — le pauvre Schumann en tête — que la presse « libérée » n'avait rien de commun avec la presse « pourrie » d'avant guerre.

Nous sommes servis. Jamais la stupidité, l'ignorance crasse, l'appel aux instincts les plus bas, l'omission voire, la déformation systématique — et j'en passe — ne se sont étalées avec autant d'impudence.

Mais il est un domaine où l'on pouvait espérer que la presse dite « libérée » saurait s'imposer d'elle-même la retenue nécessaire : celui de la justice. Là où une vie humaine est en jeu, la plume doit se faire circonspecte et prudente.

La aussi nous avons été servis. Sans insister sur les quotidiens appels au meurtre d'une femme

hystérique à qui quatre ans de Gestapo, de tortures, d'ignominies ont fait éprouver le besoin d'une rebours, d'ignominies à rebours — et je ne la nomme pas car son nom est sur toutes les lèvres — sans lever toutes les insanités que les journalistes (sic) ont pu même pas servir d'excuse. Témoin d'affaire Paul Guillaud.

A-t-elle empoisonné ? n'a-t-elle pas empoisonné ? en vérité, je n'en sais rien et n'ayant pas eu en main tout le dossier il m'est impossible de le dire.

Mais ce que je sais, c'est que dès le premier jour, la presse, celle de Paris et celle de province, l'hebdomadaire et la quotidienne, la cléricalle et la mange-cures, la fasciste de gauche et la fasciste de droite, a marché comme un seul homme en hurlant à la mort, sans savoir d'avantage que le dernier poignard était de village.

Pendant des semaines et des mois, une opinion publique malade à merci a été trituée, malaxée, imprégnée de l'idée que Paul Guillaud était coupable.

Et les douze jurés qui l'ont condamné sans savoir au juste à quoi s'en tenir — leur verdict tardif le prouve — n'ont pas pu ne pas avoir été influencés par une presse qu'un Villermessant aurait vomi et qu'un Rochefort aurait sufflé.

Il y a — c'est vrai, la fameuse histoire des « aveux ». Aveux spontanés comme on dit. Après trente-six heures d'interrogatoire. Il y a eu tout de même suffisamment de braves gens — de 1940 à 1944 et de 1944 à 1946 à passer entre les mains des Messieurs de la rue des Aveux Spontanés pour savoir à quoi s'en tenir à ce sujet.

Et après les « aveux » d'Almazan il n'y a plus un Français pour reconnaître une valeur quelconque à la formule. Ne vient-on pas de relâcher ces jours un vagabond qui avait fort gentiment avoué avoir trucidé une vieille dame... dont le meurtrier s'est dénoncé par la suite.

L'affaire Paul Guillaud ne doit pas en rester là. Au reste, qui ne se souvient d'une affaire identique qui tourna soudain à la confusion de la presse de soi-disant information. C'était l'assassinat de l'archiviste des Affaires étrangères, Girard. Pendant un an et demi, son fils, accusé de participation, crochait en prison. Pendant un an et demi la presse — elle n'était pas encore libérée, c'est vrai, mais comme par hasard ses rédacteurs étaient les mêmes que ceux de la presse actuelle — accusa Girard d'avoir tué son père. Pendant tout le procès elle soutint la même thèse.

Puis il s'avéra — en pleine audience — que l'instruction avait été menée en dépit du bon sens, que des témoignages douteux avaient été acceptés sans vérification, etc., etc... Girard fut acquitté.

Il était riche. Paul Guillaud était pauvre. Elle n'a pas eu les moyens financiers nécessaires pour influencer certains journalistes — « sic ». Aussi leur opinion fut-elle identique d'un bout à l'autre du procès.

Qui « libérera » de la bêtise et du crime la presse « libérée » ?

Guy VINATREL.

Voyages illégaux

Il s'est passé, le 23 novembre dernier, un incident fort singulier et significatif à Cheddar. Sur le trajet Le Fayet-Chamonix le tarif des billets est doublé par rapport aux autres lignes de la S.N.C.F. Depuis plus de dix ans les voyageurs qui utilisent la ligne protestent en vain contre cette mesure qui rend le transport onéreux. Tous les conseils municipaux des communes intéressées ont émis des protestations. Le Conseil général y a été de son vœu. Vaines efforts, vaines paroles, vaines agitations platoniques : la S.N.C.F. ne bronche pas.

C'est alors que lassés d'attendre en pure perte, les usagers décidèrent d'agir eux-mêmes : ils ont décidé de faire eux-mêmes le voyage.

Dès le 16 novembre une circulaire commune et rendue publique invitait le personnel de l'usine et leurs familles à participer, le samedi suivant, au départ collectif avec refus de payer les billets. Les autorités civiles et militaires furent préalablement prévenues par les organisateurs, ce qui ne manque ni de courage, ni de piquant.

Au jour dit, 200 manifestants s'en rassemblèrent à la gare de Cheddar dans l'intention bien arrêtée de s'offrir un petit voyage jusqu'à Chamonix et retour aux frais de la S.N.C.F. Celle-ci, diement avertie, répondit, le samedi 23, par un refus d'augmenter le nombre des wagons ordinaires — on la comprend au reste — et maintenu ceux-ci à deux voitures et un fourgon.

En signe de protestation, les manifestants s'installèrent posément, comme chez eux, sur la voie ferrée, empêchant ainsi le train de repartir. Pendant deux heures, autorité et usagers rivalisèrent de patience. La S.N.C.F. persistant dans son attitude boudeuse, refusant d'ajouter les voitures supplémentaires que réclamaient nos voyageurs enfin devenus exigeants, les manifestants prirent littéralement d'assaut les deux malheureux wagons.

Bondés à craquer par la centaine de protestataires qui purent seulement y prendre place, les wagons s'ébranlèrent aux acclamations des camarades, qui, faute de place, durent se résigner à rester sur le quai.

L'arrivée à Chamonix eut lieu avec 2 h. 30 de retard, sous l'œil éberlué du commissaire de police, lequel ne put arrêter les délinquants volontaires. Le retour au lieu, le lendemain, au même tarif généreux, avec une bonne humeur et sans incident.

Le fait méritait d'être signalé, car il est symptomatique d'un état d'esprit intéressant. Il signifie que les usagers — travailleurs pour la plupart — ont finalement compris que les vérités essentielles : que la politique, les conseils municipaux et généraux avec leurs fatras de motions et de vœux platoniques ne servent qu'à endormir la colère populaire et, d'autre part, que l'union directe des intéressés eux-mêmes est seule susceptible de porter des fruits. Après une longue période de confiance en les élus politiques, le peuple s'est décidé à se passer de leur légitime et stérile concours et faire ses affaires lui-même en les ignorant.

Les organisateurs de la manifestation ont décidé que cette provocation gratuite aurait lieu tous les samedis jusqu'à ce que satisfaction soit accordée. Voilà qui nous change heureusement de la tactique des chefs parisiens, qui de la Politique, qui des Syndicats. Mais si les responsables locaux de la C.G.T., de la C.F.T.C. et des consommateurs bravent courageusement les foudres des autorités établies, ce dont nous les félicitons de tout cœur, n'ont-ils aucune crainte d'être blâmés par leurs centres fédéraux ou confédéraux ?

Notre correspondant local nous mettra au courant de tout incident qui pourrait survenir et de la marche de cette intéressante initiative. Nos colonnes se feront un plaisir d'en recueillir les échos.

JOURNÉE DE SALAIRE MILITANTS, SYMPATHISANTS

Le Congrès de Dijon des 13, 14, 15 septembre a pris, à l'unanimité, la décision de demander à chaque camarade l'abandon d'une journée de salaire pour la constitution d'un fonds de roulement nécessaire à la bonne marche du journal.

Chacun sait que notre journal n'a d'autres ressources que sa vente et le dévouement de ses amis.

Nous prions tous nos camarades de nous faire parvenir les fonds recueillis lors de leurs réunions de groupe.

Adressez les fonds à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, C.C.P. Paris 5561-76, avec mention « Journées de salaire ».

D'avance merci.

Les manuscrits non parvenus au siège du journal, 145, quai de Valmy, avant le mardi midi, ne peuvent être insérés.

FEDERATION ANARCHISTE (Groupe Libre Examen, Lyon)

LE 18 DECEMBRE 1946 à 20 h. 30

GRANDE REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Salle Laurent, Passage Ménestrier

SUJET TRAITE : Les Libertaires et les Partis politiques

Orateur : Maurice JOYEUX

Délégué à la Propagande de la F. A.

Par suite de changement de titulaire dans les fonctions, prière d'adresser tous les fonds à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, C.C.P. 5561-76, les C.C. Postaux Hass et Laurent étant cloués.

Par suite de changement de titulaire dans les fonctions, prière d'adresser tous les fonds à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, C.C.P. 5561-76, les C.C. Postaux Hass et Laurent étant cloués.

Par suite de changement de titulaire dans les fonctions, prière d'adresser tous les fonds à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, C.C.P. 5561-76, les C.C. Postaux Hass et Laurent étant cloués.

Par suite de changement de titulaire dans les fonctions, prière d'adresser tous les fonds à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, C.C.P. 5561-76, les C.C. Postaux Hass et Laurent étant cloués.

Par suite de changement de titulaire dans les fonctions, prière d'adresser tous les fonds à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, C.C.P. 5561-76, les C.C. Postaux Hass et Laurent étant cloués.

Par suite de changement de titulaire dans les fonctions, prière d'adresser tous les fonds à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, C.C.P. 5561-76, les C.C. Postaux Hass et Laurent étant cloués.

SYNDICALISME ET POLITIQUE

Or, en l'absence d'une égalité économique, qui est la satisfaction des besoins égale pour tous et selon, évidemment, les possibilités de la production du moment, il ne peut exister d'égalité sociale.

tembre la question tres importante du syndicalisme et de la politique. Il prétend trouver une contradiction dans le fait que l'organisation syndicale compte dans ses rangs : socialistes, libéraux, chrétiens, anarchistes, etc., etc.... et ne peut prétendre à son rôle de direction.

direction dans les affaires économiques; notre camarade écrit qu'il y a deux formes principales d'organisation, l'organisation syndicale acceptant dans ses rangs tous ceux qui produisent et ensuite une organisation de la minorité visant à l'émancipation totale des opprimés.

THE MOBILE

conservé le sens de la lutte ouvrière, doivent faire voter des résolutions en faveur de l'échelle mobile, obliger leurs représentants à prendre des engagements dans ce sens, donner des ordres impératifs à leurs délégués.

1946 a été l'année des escroqueries ouvrières. 1947...

VOILA LA VERITE

VOILA LA VERITE

Suite de la 1^{re} page

N. T., tous les syndicalistes, tous les
En fait, servitude économique, ac-
compagnée inmanquablement de la ser-
vitude de la pensée. Car il ne faut pas
que le peuple réfléchisse, réfléchisse à
sa misère et à sa libération.

La C.G.T. a donné son adhésion

On préfère éblouir les victimes par le jeu fantastique des partis et la presse a expédié le plan Monnet en quelques lignes optimistes.

« Nous ne pouvons pas, dans le cadre du régime capitaliste, accomplir la révolution sociale que nous voulons. Nous devons donc nous tourner vers la révolution communiste. C'est la seule voie qui nous permette de réaliser nos aspirations. Nous devons nous unir à tous les travailleurs du monde pour lutter contre l'exploitation et pour la construction d'une société plus juste et plus équitable. »

Le plan Monnet, justement, en fait de prospérité, n'apporte qu'une vague promesse; cette prospérité, si elle se réalisait, ne pourrait être d'ailleurs qu'une étape vers de nouvelles crises et une nouvelle guerre.

Ce ne sont ni les méthodes politiques, ni les plans de la technobureaucratie qui peuvent résoudre les contradictions du capitalisme. Le nombre est de plus en plus grand de ceux qui sentent cela consciemment et aussi de ceux qui ont clairement conscience que le salut de l'humanité est dans la révolution qui insursera le communisme libertaire.

Sans doute ne sommes-nous encore qu'une minorité. Mais une minorité active. Écœuré par les grands et petits partis, le peuple saura bien trouver quels sont ses véritables défenseurs. L'avenir est à nous, parce que, sur tous les fronts, nous combattons. Sur tous les fronts nous combattons.

FONTAINE.

Les AMIS de HAN RYNER

se réuniront samedi 7 décembre,
à 16 heures. Salle des Activités
Intellectuelles, 5, rue de Logel-

bach (17^e), pour commémorer le 85^e anniversaire du Prince des Contes, sous la présidence de Léon Frappiè. M. Edmond Rocher fera une causerie: « Souvenirs sur Henri Ner et Han Ryner ». Partie artistique avec le concours de

Le numéro 3 des **CAHIERS DES AMIS DE HAN RYNER** est paru. Au sommaire : J.H. Rosny, par Banville d'Hostel ; Lettre à Rosny aîné, et Plan de « Méta-physique Pluraliste », par H.

physique «Flanste», par Rian
Ryner : Souvenirs sur mon Père
par Georgette Ryner, etc. De-
mander ce Cahier : Boite postale
29, Beauvais (Oise).

Siège : 22, rue Saint
TRAVAILLEUR
La C.N.T. vous convie
GRAND MEETING DE CLASSE
qui se tiendra le VENDREDI 6 I
Sociétés Sarantes, 8, rue Danton (
présidence du camarade PIERRE

Alexandre MIRANDE Paul L
Secrétaire 6^e U. R. Secrétaire
Toulouse Boro

**Un représentant
du M.L.E. - C.N.T.
parlera en espagnol**

Un représentant de l'A.I.T.
Association Internationale
des Travailleurs

Un représentant du
Assistez nombreux à cette

Lisez et faites lire « L'ACTION SY

*L'étrange lutte de classe
de M. le Doyen*

M. Cachin a éprouvé le besoin de surprendre les « féodalités économiques et financières » qui ont dû bien rire... et le féliciter. Voyons à quel fera-t-on croire à la possibilité de réduire à l'impuissance ces formidables organisations par la seule vertu de lois inopérantes parce que sans force réelle à leur égard ?

supposons d'ailleurs l'existence de ces modalités accomplies selon les enfantines éveries du grand parti, l'organisation économique qui leur succédera en sera une copie fidèle qui, si elle élimine aimablement les dirigeants actuels, émanera de tous les puissants, invisibles et apathiques BUREAUX. Qu'aura gagné, on le demande, le peuple à ce changement ?

Une «...participation des travailleurs à la direction de l'économie », comme le préconise notre doyen d'âge ? Le bon billet, vraiment ! qui ne peut que servir un capitalisme en plein gâtisme — sans rapprochement irrespectueux avec les 76 ans de l'ancien. Elle ne prouve d'ailleurs, cette participation, grâce à son impuissance prévisible, que la pué-

La responsabilité ouvrière à la direction de l'économie est une formule qui ne ferait que déplacer les problèmes, les nouveaux administrateurs, du simple fait de leur nomination, changeant ainsi de catégorie sociale sans profit véritable pour la classe ouvrière dont ils oublient les intérêts.

**Production, consommation
et politique**

En demandant une « organisation rationnelle de la production », c'est l'amélioration du RENDEMENT individuel du ouvrier que désire le... dynamique re-

présentant du P. C. F. C'est donc, non seulement tolérer — chose déjà révolutionnaire — mais exiger une exploitation SCIENTIFIQUE considérablement aggravée, de l'effort personnel du salarié. La méthode soviétique, le stakanovisme, servirait ainsi aux fins exclusives d'un capitalisme enchanté de l'aubaine. Ce pauvre M. Cachin — des ans li-

...ralement honoré — prend l'effet pour sa cause. Car enfin, quelle doit être la raison d'être de la production ? N'est-ce pas SERVIR LES BESOINS DE LA CONSOMMATION ? En conséquence, n'est cette satisfaction qu'il faut rechercher et non pas une aggravation des conditions du travail. Le leader communiste devrait cependant savoir que le régime

capitaliste s'interdit — sous peine de disparaître rapidement — la possibilité de satisfaire certains besoins pourtant élémentaires des masses laborieuses.

Il n'est maintenant mystère pour personne — sauf peut-être pour nos députés communistes — que le profit individuel, base même du régime actuel, prime et supprime l'intérêt de la collec-

viété. Chacun pressent enfin, s'il n'en
ait immédiatement des exemples ma-
tériels, que de nombreuses industries de-
viennent parasitaires par le progrès tech-
nique ne peuvent disparaître sous peine
d'entraîner dans leur néant le capitalis-
me tout entier et s'opposent ainsi aux
intérêts des masses laborieuses.

L'ancien révolutionnaire Cachin —

ait, le fut-il jamais ? — ignore la tri-
révolution actuelle : l'industrielle,
économique et la sociale. Il est aveu-
— si nous admettons une problé-
matique sincérité — par la POLITIQUE,
ette dernière arme d'un régime rétro-
grade qui ne veut pas mourir. Il n'a
d'une seule excuse : c'est que tous
es partis, quels qu'ils soient, grands et

et, arrivés ou en puissance, commencent les mêmes inévitables erreurs et sont affligés des mêmes sèches impuissances. C'est qu'ils recherchent tous — ou rechercheront si la puissance numérique leur échoit — des solutions impossibles et incompatibles avec le capitalisme, mais très avantageuses pour leurs intérêts particuliers. Et ceci explique

Marcel LEPOIL.

Pour le Libertaire

semaine du 19 au 30 novembre 1946.

nouveaux, 20; Côté littéraire, 70;
 anonyme, 200; Profit, 40; Anonyme, 50;
 Inpret, 30; Cannac, 100; Castévi Octavio,
 20; Marion et quelques amis, 540; Ludwig,
 20; Cumt, 20; Leroy, 100; Clauro,
 30; Philipo, 100; Charoy, 30; Cartel, 34;
 Ragon, 50; Astur, 30; Arrand, 100; Char-
 lin, 50; Follé, 50; Parcy, 35; Giller,
 30; Maurel, 100; Un Vici Anar, aux Char-
 lers de Verdon, 50; Bonini, 160; aux Rabin,
 Marcel, 45; Dulinet, 800; P. R., 100;
 Gauffis, 30; Brirot, 30; Guilfoin, 50; Un
 tonan, Antichriste, 40; Coislinac, 100

**Journée de Travail du 17
au 30 novembre 1946**

Groupe Gardanne, 2.000; Gonard, 300;
Groupe de Trelaze, 2^e versement, 350;
Groupe de Beaucaire, 400; Lochu, R. A.

Années, 900; Lozach Jean à Portail, 300;	
Groupe, Saint-Etienne 2.900; Rouvet à	
Chiers, 250; Boro à Alger, 300; Groupe	
de Bouvet, 200.	
Total de cette liste	Frs 7.578
Listes précédentes	84.990
Total à ce jour	92.568

Notre service d'abonnement

stant réorganisé et fonctionnant à la satisfaction générale, chaque militant, chaque sympathisant doit être abonné. La bonne marche de notre mouvement en dépend.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM
PRENOMS
RUE
LOCALITE

DEPARTEMENT
 Prière d'écrire en caractères
 d'imprimerie)

